



Irfan Ahmad Zafar,
Pdt national de la Jama'at du Togo

Ahmadiyya du Togo
LA 10ème JALSA SALANA
TENUE À ATAKPAMÉ SOUS
LE SIGNE DE L'AMOUR ET
DU VIVRE ENSEMBLE P.1

Fête de la nativité
LE COLLECTIF DES JEUNES
POUR LE DÉVELOPPEMENT
(CJD) ET SES PARTENAIRES
ONT MARQUÉ LA FÊTE P.2

N°557 du 28 Décembre 2017/Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

Pour tout renseignement, information ou conseil
contacter le centre d'appel au N° VERT

8201

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

 **OTR**

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Premier jour des manifestations du groupe des 14



UN FLOP TOTAL HIER À LOMÉ

Quand la désertion des manifestants gagnés par la lassitude et le découragement oblige les responsables du G14 à éviter le ridicule en s'abstenant d'arriver à la plage en rang complètement clairsemé P.6

Politique togolaise

LES PRINCIPAUX LIEUTENANTS DE FAURE GNASSINGBÉ AU SEIN DU PARTI AU POUVOIR SELON LE SITE JEUNEAFFRIQUE.COM P.3

Manifestation du G14 et tentatives de troubles à l'ordre public



Yark Damehane

YARK DAMEHANE MET EN GARDE LES AUTEURS P.4

Fête de la nativité CJD ET SES PARTENAIRES ONT MARQUÉ LA FÊTE



Une belle occasion de partage entre jeunes frères et aînés au soir du lundi 25 décembre à Lomé. Il s'agit pour le collectif des jeunes pour le développement (CJD) et ses associations partenaires d'offrir un moment de détente aux jeunes qui, au cours du second semestre de l'année ont subi les affres de la crise politique en cours dans le pays.

Il y a un temps pour tout. Après les moments d'activité de sensibilisation, de mobilisation, de soutien qu'elle a organisés au cours de l'année, le Collectif des Jeunes pour le Développement, le Conseil National de la Jeunesse, le Mouvement des Jeunes pour la Paix et leurs associations affiliées saisissent l'opportunité des fêtes de fin d'année pour offrir des réjouissances populaires à la jeunesse togolaise.

Une occasion pour renforcer la cordialité entre jeunes Togolais, afin de resserrer les liens pour le développement, idéal commun de ces organisations, de ses membres et de la jeunesse Togolaise tout entière. Ces associations

estiment qu'il ne faudrait pas laisser les tensions politiques sur lesquelles surfent certains regroupements politiques, ôter aux populations togolaises le plaisir et la joie des fêtes de fin d'années.

« C'est méchant et antipatriotique que des responsables politiques ne puissent pas observer une trêve pour permettre à leurs concitoyens de passer au moins ces fêtes de fin d'années en toute tranquillité dans leurs familles. Ils abondent les réseaux sociaux des messages pour les inquiéter. Déjà, nos sœurs du secteur du commerce et des affaires se plaignent des impacts négatifs des manifestations sur leurs rendements. Mais ils cherchent à tout prix à paralyser le pays sur tous les plans », déplore ADOM Orphé, le Coordonateur du CJD.

Charles

EN 2017, RADISSON BLU 2-FÉVRIER AURAIT VERSÉ À L'ÉTAT TOGOLAIS ENVIRON 493,7 MILLIONS DE F CFA

L'information a été révélée récemment par le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya lors de l'étude du projet de finances 2018 à l'assemblée nationale.

L'hôtel Radisson Blu 2-Février, le tour de 35 étages- aujourd'hui 'hôtel de 2 février, a contribué au titre de l'année finissante, 2017, aux recettes budgétaires de l'Etat à hauteur de 493,7 millions de F Cfa.

L'établissement avait rouvert ses portes en 2016 après une réhabilitation totale.

Plus d'un an de gestion et management par la société responsable de l'identité Radisson, les propriétaires se sont retirés début septembre laissant ainsi



place à l'ancienne appellation de l'hôtel c'est-à-dire 'Hôtel 2-Février'.

L'Etat a ainsi repris les choses en main et compte mieux s'organiser afin de d'agrandir les recettes.

La rédaction

CES RÉFORMES DONT ON NE PARLE PAS ASSEZ, ET QUI SONT POURTANT DÉTERMINANTES

Le NET depuis sa création a toujours prôné le passage à une cinquième République, avec un régime politique de type présidentiel. Et nous restons cohérent sur nos choix politiques.

A ces moments où le mot réformes est sur toutes les bouches, je choisis de vous parler de cinq réformes qui sont importantes pour l'implantation de la démocratie dans notre pays, mais dont on ne parle pas, ou pas assez.

1: Les élections locales.

Véritable pilier du développement endogène, la décentralisation est à la démocratie ce que les vitamines sont pour l'organisme. Sans elles, le corps flétrit et meurt. La décentralisation crée des emplois endogènes, suscite le débat contradictoire par l'existence de plusieurs courants politique dans les différents conseils, apporte de la richesse par la coopération décentralisée..... Il y a deux mois, le gouvernement a signé une chartes de déconcentration, c'est une bonne chose. Associée à la décentralisation, notre pays sortira de l'attentisme et de l'assistanat pour amorcer un vrai développement. Bien entendu, nous sommes contre le projet soumis à l'assemblée par le gouvernement. Il faut conserver les chefs lieu de préfectures actuels et quelques cantons viables économiquement comme communes, et passer toutes les préfectures comme collectivités territoriales, en appliquant donc les deux premiers niveaux de décentralisation.

2: L'ordre administratif.

Le Togo dispose d'une seul ordre juridictionnel, celui judiciaire, avec deux chambres administratives à la cour d'appel et à la cour suprême. En passant à la décentralisation, nous allons créer des centaines de communes dont les décisions des maires vont régulièrement faire l'objet de recours. Et une seule chambre ne peut pas traiter autant de dossiers. Il faut carrément passer à deux ordres juridictionnels. Nous aurons ainsi des tribunaux administratifs, des tribunaux d'appel et un conseil d'État. Ceci fait partie de la modernisation de la justice, et sans cette séparation, notre décentralisation ne servira à rien. C'est un peu comme construire un boulevard et acheter des vélos pour rouler dessus.

3: Les tribunaux militaires

Depuis le début de la crise, les plaintes contre des exactions de militaires se multiplient, mais malheureusement, aucune juridiction ne se sent compétente de poursuivre un militaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, est coupable par exemple d'abus d'autorité. Le 7 avril 2016, le députés ont voté une loi portant code de justice militaire à Kara. Reste à mettre en place les tribunaux

militaires et autres cours d'appel. Voilà plusieurs années que nous appelons à l'instauration de ces tribunaux. Notre démocratie ne peut pas prospérer si nous avons l'impression que des justiciables échappent entièrement à la justice. Et c'est l'impression que les Togolais ont, en ce qui concerne tout ce qui touche à l'armée. Un grand pas a été fait en avril 2016. Il faut accélérer le pas et installer ces tribunaux.

4: le sénat.

J'entends beaucoup de personnes dire qu'il faut supprimer le sénat, qu'on n'a jamais mis en place d'ailleurs. Au même moment, on dit qu'il faut revoir le découpage électoral. Si on divise les 3800000 électeurs du Togo par 91 sièges de députés, ça donne 41000 voix pour avoir 1 député. Il y a des préfectures qui ont 27 000 électeurs, cela veut dire qu'il y a des préfectures qui risquent de ne pas avoir un seul député, si on prenait seulement le critère démographique. Au même moment, Lomé, avec ses 800 000 électeurs, aura près de 20 députés. Voilà pourquoi le système de découpage actuel prend en compte des critères démographiques et géographiques. Le sénat est la solution. Celui-ci, en se basant majoritairement sur les territoires, donc des critères géographiques, permettront à notre première chambre(assemblée nationale) de miser majoritairement sur le critère démographique. Les préfectures peu peuplées pourraient dans ce cas avoir au moins un député, (au lieu des deux systématiques aujourd'hui car étant déjà représentée en tant que collectivités territoriale au sénat) et Lomé pourrait aller à 15 ou 16 députés, tout en restant dans la marge des 92 sièges à pouvoir.

5: Le conseil économique, social et environnemental

Si au Togo nous nous plaignons de crimes économiques, de mauvais choix d'investissement c'est parce qu'il nous manque cruellement cette assemblée constitutionnelle de consultation. Dans son interview il y a quelques semaines, le chef de l'Etat déplorait le faible recul de la pauvreté, c'est que souvent les choix économiques et sociaux ne sont pas analysés par un cadre neutre. Et pourtant, depuis le 19 février 20....11, le députés ont adoptés le projet de loi instituant le conseil Economique et Social.

C'est ça notre problème, appliquer nos propres textes. La machine n'a pas encore tout son volant.

Voilà ma contribution de la journée. Pour sortir le pays de l'ornière, il faut des réformes constitutionnelles, institutionnelles mais surtout structurelles. Pour le Togo.

Gerry

Politique Togolaise

LES PRINCIPAUX LIEUTENANTS DE FAURE GNASSINGBÉ AU SEIN DU PARTI AU POUVOIR SELON LE SITE JEUNEAFFRIQUE.COM

C'est le site de jeune Afrique (www.jeuneafrique.com) qui le révèle. Il serait six(06), ces lieutenants qui sont prêts à se battre pour faire valoir les idéaux du parti présidentiel et également faire en sorte que le parti continue par jouer un rôle de premier plan sur l'échiquier politique togolais.

Aklesso Atchole, Affoh Atcha-Dedji, Adedze Kodzo, Mémounatou Ibrahima, Malik Natchaba et Mazamaesso Assih, voilà les six lieutenants sur qui repose aujourd'hui la lourde responsabilité de faire briller le parti dans un contexte difficile emprunt de manifestations politiques de l'opposition avec au moins deux scrutins en vue.

Certes, la tâche est difficile, mais pas impossible. Et mieux la lutte sera âpre sur un terrain qui reste encore difficile avec l'arrivée du PNP dans l'environnement politique et qui bien qu'encore embryonnaire, fait parler de lui, en emportant sur son passage, femmes et hommes qui apparemment ne comprennent rien pour l'instant. Qui sont donc ces lieutenants ? Pour mieux les découvrir, nous reprenons intégralement l'article du site jeuneafrique.com pour vous.

Près de deux mois après la tenue de son premier congrès ordinaire, le parti Union pour la République (Unir, au pouvoir) a achevé le renouvellement de l'essentiel de ses organes. De nouvelles figures «proposées» par le chef de l'État, président du parti, sont chargées d'organiser sur le terrain la mobilisation des militants face au mouvement de contestation de la coalition des 14 partis de l'opposition.

Lors de sa toute première interview accordée mi-décembre à Jeune Afrique depuis le début de la crise, Faure Gnassingbé a rendu hommage au comportement de son parti. «L'Unir a organisé dans le calme de grandes manifestations, et ses dirigeants ont toujours tenu des propos responsables», s'est félicité le chef de l'État.

Le parti porté en 2012 sur les fonts baptismaux a fait sa mue lors d'un congrès tenu fin octobre à Tsévié qui a également abouti à la reconduction de Faure Gnassingbé à la tête des instances du parti. Presque deux mois plus tard, les mouvements des femmes et des jeunes du parti se sont également renouvelés, mettant le parti en ordre de bataille pour les

prochaines échéances électorales qui devraient arriver très vite en 2018.

Jeune Afrique vous présente six nouvelles figures de la direction d'Unir, des femmes et des hommes chargés de porter la parole de leur chef pour tenter d'enrayer la dynamique de la contestation en cours dans le pays depuis le mois d'août.

• **Aklesso Atchole : le « Préfet » à la tête de l'exécutif**



Il fait partie des rares responsables du parti à pouvoir mobiliser des foules partout dans le pays

Jusqu'au congrès du 28 octobre, la majorité des Togolais ignorait tout du « Préfet » comme il est surnommé par son entourage. Aklesso Atchole est un administrateur civil qui a été pendant de nombreuses années préfet de Blitta – région Centrale, à 262 Km de Lomé – avant de se voir nommé en avril 2016, directeur de Cabinet du ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales.

Ses proches estiment qu'il fait partie des rares responsables du parti à pouvoir mobiliser des foules partout dans le pays. C'est à lui que Faure Gnassingbé a confié le secrétariat exécutif du parti faisant désormais de lui une personnalité incontournable du régime.

• **Affoh Atcha-Dedji et Adedze Kodzo : les « consensuels »**



Réputés très discret, ils sont sortis de leurs réserve habituelle pour sillonner les régions

Le premier est le patron de la puissante société de télécommunication « Togocel ». Le second dirige par intérim l'Office togolais des recettes (OTR). Ils font partie du collège des cinq vice-présidents désignés lors du congrès des 28 et 29 octobre.

Les salves d'applaudissement qui ont salué leur nomination démontrent selon les cadres du parti « le consensus autour de leurs personnalités ». Réputés très discret, Affoh Atcha-Dedji et Adedze Kodzo sont, depuis, sortis de leurs réserve habituelle pour sillonner les régions pour lesquelles ils ont été élus Vice-président.

Objectif, galvaniser les militants et en attirer de nouveaux dans l'optique des prochaines échéances électorales.

• **Mémounatou Ibrahima : la « combattante »**



Plusieurs fois ministre sous Eyadema et Faure Gnassingbé, Mémounatou Ibrahima (52 ans) est député, deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale.

Egalement vice-présidente dans la nouvelle équipe dirigeante de l'Unir, elle est une figure politique féminine de premier plan au Togo depuis de nombreuses années.

Elle fait partie des personnes à qui le Président a confié l'organisation du tout premier congrès d'Unir fin octobre, mission « brillamment » assumée selon les participants.

• **Malik Natchaba et Mazamaesso Assih : les jeunes**



Leur élection début décembre à la tête de Mouvement des jeunes du parti Unir (MJU) a été une surprise pour de nombreux observateurs. Fils de l'ancien président de l'Assemblée nationale Fambaré Natchaba, Malik est depuis 2014 conseiller du chef de l'État.

À 39 ans, cet ancien énarque (promotion Romain Gary, 2005) a géré entre 2016 et 2017 l'opérationnalisation de la nouvelle aérogare de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé.

Désormais Délégué national des jeunes d'Unir, il a la lourde mission de porter la voix des jeunes auprès des responsables du parti. Son « adjointe » dans cette mission est Mazamaesso Assih (38 ans). Totalement inconnue du grand public jusqu'à sa nomination mi-septembre au poste de Secrétaire d'État auprès de la présidence de la République, chargée de la Finance inclusive et du secteur informel, elle poursuit son ascension, s'imposant comme l'un des porte-flambeaux de la jeunesse au sein d'un régime parfois décrié pour son manque d'ouverture aux moins de 40 ans.

**Edmond D'Almeida -
Correspondant à Lomé
Source : jeuneafrique.com**

Manifestation du G14 et tentatives de troubles à l'ordre public YARK DAMEHANE MET EN GARDE LES AUTEURS

L'opposition togolaise regroupée au sein d'une coalition baptisée "groupe des 14", a encore appelé à trois jours de manifestations à compter d'hier, 27 décembre 2017. Mais, ces manifestations, selon les informations qui circulent sur les réseaux sociaux, pourraient ne pas avoir un caractère pacifique.

Appels de troubles à l'ordre public, provocation des forces de sécurité et forces de l'ordre, etc... voilà ce à quoi pourraient s'apparenter les manifestations du G14, des 27, 28 et 30 2017. Une situation qui ne peut laisser indifférentes les autorités togolaises, particulièrement celles en charge de la sécurité des citoyens et de leur protection.

Aucun débordement ne sera toléré lors des manifestations des 27, 28 et 30 décembre de l'opposition, a assuré le mardi dernier le ministre de la sécurité, Yark Damehane dans un communiqué, ceci au regard des informations reçues et qui appellent



Yark Damehane, Ministre de la Sécurité

à la haine et au troubles à l'ordre public.

Les personnes qui s'adonneront à des actes pouvant mettre en péril l'ordre public trouveront en face les forces de sécurité et de l'ordre.

En effet, selon le communiqué du

ministre il aurait des informations selon lesquelles certains responsables d'un parti politique membre de la coalition auraient instruit ses membres militants à poser des actes de nature à troubler l'ordre public dans le but de provoquer des forces de sécurité.

Ainsi, le communiqué rassure de ce que toutes les dispositions seront prises pour garantir la sécurité de tous et permettre à ce que les manifestations se déroulent dans un esprit pacifique.

« *Aucun acte contraire à l'esprit pacifique des manifestations de rue et à ce qui est convenu entre l'administration et les organisateurs ne sera toléré. Toutes les dispositions seront prises pour qu'en tout état de cause, force reste à la loi* », assure le Col Yark Damehane.

Les faits tels que relatés par le colonel Yark Damehane, stipulent qu'il a été demandé à certains manifestants de Lomé de quitter les itinéraires prescrits pour se retrouver sur certains points sensibles. Par ailleurs, certains manifestants de l'intérieur du pays auraient également reçu pour consigne de perturber la circulation sur la route nationale n°1.

LM

Des togolais parmi les 250 migrants expulsés de la Guinée Equatoriale

AUCUN CHIFFRE SUR LE NOMBRE MAIS, L'AGENCE TURQUES ANADOLU CONFIRME QU'IL Y A BIEN DES TOGOLAIS DANS LE LOT QUI AFFIRMERAIENT ALLER EN DIRECTION DU GABON

Aucun chiffre sur le nombre mais, l'agence Turques Anadolu confirme qu'il y a bien des togolais dans le lot qui affirmeraient aller en direction du Gabon

Les autorités équato-guinéennes ont procédé à la date du 24 Décembre 2017 (dimanche) à l'expulsion vers le Nigeria des 205 migrants interceptés en mer le 12 décembre, alors qu'ils tentaient de rejoindre le Gabon en passant par la Guinée Équatoriale, a appris Anadolu d'une source au ministère de la Sécurité s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Après avoir été retenus depuis le 12 décembre au commissariat central de Malabo, la capitale, «l'armée marine équato-guinéenne a reconduit en mer jusqu'à la frontière avec le Nigeria tous ces migrants», a indiqué la même source.

Lors de ce transfert, les

ambassadeurs des pays concernés étaient présents, selon la télévision nationale, TVGE.

Ces migrants, au nombre de 250 selon le ministère de la Sécurité, étaient tous des ressortissant ouest-africains, et avaient été interceptés à bord de leurs pirogues le 12 décembre par les garde-côtes équato-guinéens, au large de Malabo, sur l'île de Bioko dans le golfe de Guinée.

Originaires du Nigeria, du Togo et du Bénin, ils avaient dit vouloir se rendre au Gabon toujours selon des témoignages recueillis le 12 décembre par la TVGE.

Le Gabon et la Guinée équatoriale voient arriver depuis des années à leurs frontières terrestres et maritimes de nombreux migrants africains attirés par l'économie relativement forte de ces deux pays pétroliers.



Ces deux pays ont longtemps été réticents à la mise en place de la libre circulation en Afrique centrale, finalement actée fin octobre par les six chefs d'Etats de la zone (Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, Congo

Brazzaville, République centrafricaine et Tchad) lors du sommet de Ndjaména au Tchad.

Cet acte a été adopté par précaution d'une «migration plus massive» selon l'analyste équato-guinéen Andrés Ncogo.

La question migratoire est particulièrement sensible en Guinée Équatoriale où vivent de nombreux étrangers, dont beaucoup sont toujours des clandestins.

Source: Anadolu

Lu sur le net !

LULU, LE CHIEN DE LA CIA QUI N'AIMAIT PAS SON MÉTIER



La chienne a été congédiée par la CIA car elle ne s'est jamais passionnée pour la recherche d'explosifs.

Son regard tristounet remplace des millions de mots. La petite tête de Lulu, chienne labrador noire, est apparue mercredi sur les réseaux sociaux. On ne doit pas son exposition à la SPA, mais à la CIA : l'agence de renseignements américaine annonce avoir congédié l'animal, expliquant les raisons de son licenciement dans un article publié sur son site.

Recrutée pour être formée à renifler des explosifs, Lulu « a commencé à montrer des signes prouvant qu'elle n'était pas intéressée dans la recherche d'odeurs d'explosifs » au bout de quelques semaines, raconte la CIA. « Pour certains chiens comme Lulu, le problème n'est pas temporaire, poursuit solennellement l'agence basée en Virginie. C'est qu'ils n'étaient pas destinés à ce travail. »

« Elle va nous manquer, mais c'était la bonne décision »

Au lieu de s'acharner sur l'animal, la CIA a donc préféré le remercier pour se concentrer sur ses congénères plus passionnés par la perspective d'aller renifler des sacs dans des aéroports. « Elle va nous manquer, mais c'était la bonne décision », glisse l'agence, qui s'est offert

Et quel avenir pour Lulu ? Tombée sous le charme du labrador en quelques semaines d'entraînement, son maître-chien de la CIA a décidé de l'adopter et de l'accueillir chez lui où elle a rapidement sympathisé avec le chien familial.

Maintenant, « elle apprécie ses journées en jouant avec les enfants, en chassant des lapins et des écureuils dans le jardin et en mangeant beaucoup de repas et de casse-croûtes », décrit l'agence de renseignements, qui s'est offert une belle opération de communication positive.

Le Directeur de publication du journal Le Messenger et sa rédaction vous souhaitent Joyeuses fêtes

HISTOIRES DROLES

Un mois de retard

Un jeune mari rentre le soir chez lui, et sa femme lui saute au cou en lui disant : "Chéri, j'ai une grande nouvelle ! Je suis en retard d'un mois... Je crois que nous allons avoir un bébé ! J'ai fait le test chez le médecin aujourd'hui, mais tant qu'on aura pas de certitude, on n'en parle à personne."

Le jour suivant, un contrôleur d'EDF sonne chez elle car ils n'ont pas payé leur dernière facture d'électricité.

- Vous êtes bien Madame kyijkavorty (je suis sûr que vous avez essayé de lire le nom ;-))?

- Oui monsieur

- Madame, vous avez un mois de retard

- Comment le savez-vous ? balbutia la jeune femme.

- Mais Madame, c'est inscrit sur nos registres.

- Qu'est-ce que vous dites ? C'est inscrit.... sur vos registres !!!!!

- Absolument.

Le soir, elle raconte cela à son mari qui, fou de rage, se précipite des le lendemain aux bureaux d'EDF

- Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? hurle-t-il. Vous inscrivez dans vos registres que ma femme a un mois de retard ? De quoi vous mêlez-vous ?

- Écoutez, dit le contrôleur, calmez-vous. Ce n'est pas bien grave. Vous n'avez qu'à l'acquitter et on n'en parle plus...

- La quitter ? Il n'en est pas question ! Je ne la quitterai jamais, ni maintenant ni plus tard !

- Dans ce cas, je vous préviens, si vous refusez de l'acquitter, on va vous la couper

- Quoi ? Me la couper ? Mais qu'est-ce que deviendra ma femme

- Je ne sais pas.... elle n'aura qu'à se servir d'une bougie.

Méditons ... !

Rigueur ? Le mot te fait peut-être peur. On dit : « les rigueurs de l'hivers » ou bien « les rigueurs de la loi ». Ce sens existe en effet. Mais il en est un autre : exactitude, précision, logique, et c'est celui-là que je retiens d'abord. Et je n'oublie pas que l'humain a besoin d'une certaine raideur pour résister, d'une sévérité même parfois. On ne renforce pas ses muscles, on ne les exerce pas sans souffrance. Il en va de même avec les choses de l'âme. Or, notre époque, privée de guides et de sentiers conduisant aux

cimes, récuse l'effort. Elle a peur de la fatigue. Garder l'espoir en toi. Tel doit être ton but. Ce peut être difficile parfois pense à celui qui est frappé par le chômage, à celui qui se heurte aux refus comme une abeille contre la vitre, à celui qui est seul et malade.

Je pense à celui qu'une catastrophe personnelle frappe, lui ou l'un de ses proches. C'est dans ces situations de crise, pourtant, que l'espoir est le plus nécessaire..

Martin GRAY

PHARMACIES DE GARDE DU 25/12/2017 au 01/01/2018

Pharmacie BOULEVARD 22 21 65 49
Bd. Du 13 Janv. Doulassamé

Pharmacie ETOILES 22 21 88 47
10 Av. Nouvelle Marche

Pharmacie BIOVA 22 27 82 98
Bd. Houphet Boigny

Pharmacie CHATEAU D'EAU 22 21 57 51
Près Château d'eau de BE

Pharmacie KODJOVIAKOPE 22 21 89 90
Avenue Duisbourg

Pharmacie MAIRIE 22 21 26 39
Face Mairie

Pharmacie CAMPUS 22 21 56 32
Adewi

Pharmacie HÔPITAL 22 20 08 08
Face Hôpital CHU-Tokoin

Pharmacie PAIX 22 26 40 91
Résidence du Benin

Pharmacie PROVIDENCE 22 26 66 48
Bd. Jean Paul II

Pharmacie OUSIA POUR LA VIE 22 61 22 25
Situé Sur La Route De SOGEA-SATOM, à 100m De L'UNICEF (Hountigomé)

Pharmacie LILAS 22 26 29 59
7, Route De Kégué

Pharmacie THERYA 22 61 56 52
Mangotigomé-Route de la Foire Internationale TOGO 2000 (à 300m de la Foire)

Pharmacie LE PROGRES 22 35 86 55
Sur le tronçon CIMTOGO-Gendarmerie d'Ahadji kpota non loin du marché de Zorrobar

Pharmacie UNION 22 27 71 64
Boulevard Malfakassa, face crèmerie BAMUDAS - Be Kpota

Pharmacie BETHEL 22 25 23 70
Route d'Adidogomé

Pharmacie DES ECOLES 22 51 75 75
Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé

Pharmacie HOSANNA 22 51 50 49
Route de SEGBE - Carrefour Sagbado-Adidogomé côté rue Sémékonawo

Pharmacie DJIDJOLE 22 25 65 12
DJIDJOLE

Pharmacie VERTE 22 25 03 26
Face Ecole du Parti Klikamè

Pharmacie NOTRE DAME DE LOURDES 22 44 01 01
Quartier Agoè-Anome, à côté de l'église des Assemblées de Dieu (non loin du lycée d'Agoè)

Pharmacie DES ROSES 22 37 38 12
Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union

Pharmacie OSSAN 22 51 13 04
Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI

Pharmacie LA GRÂCE 22 25 91 65
Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoè

Pharmacie TAKOE 22 34 03 42
Avant la station CAP ESSO de Zongo (côté opposé)

Pharmacie VITAS 22 25 63 43
Située à Agoè Assiyé du côté ouest

Pharmacie SATIS 22 50 30 55
Près du C.E.G. Koshigan à agoè-logopé sur le Bd de la CEDEAO

Pharmacie MAWUNYO 22 42 34 64
Agoè-Sogbossito, route de Mission TOVE en face de la station OANDO

Pharmacie LA FLAMME D'AMOUR 22 45 70 14
Sise à Agodeke route d'Aného

Pharmacie LE DESTIN 22 41 15 41
A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida

Premier jour des manifestations du groupe des 14 IL Y A EU FLOP HIER À LOMÉ ET DANS D'AUTRES VILLES DU PAYS

Que s'est-il passé hier au premier jour des manifestations à l'appel des 14 partis politiques de l'opposition ? La question mérite d'être posée au regard du peu de monde qui a répondu à cet appel hier mercredi, alors qu'une vaste campagne aussi bien sur les réseaux sociaux que dans les médias traditionnels avait été orchestré depuis des jours en vue de mobiliser un grand monde et prouver à l'opinion nationale et internationale qu'ils (les responsables du G14) étaient encore bien écoutés par leur "peuple" et avaient encore la main.



Que ce soit à Kpota, à Adéwui ou atikoumé, représentants les différents points de départ des marches à Lomé, il y avait peu de monde contrairement à ce que les responsables du G14 attendaient.

Ce constat au premier jour des manifestations n'est ni plus ni moins qu'un signe de lassitude des militants membres de cette opposition. Et il ne pouvait en être autrement, lorsqu'on met son temps à tout refuser et à demander l'impossible.

En effet, alors qu'elle (l'opposition) était la première à demander l'intervention de l'étranger pour aider à résoudre la crise togolaise, ce sont les membres de cette même

opposition qui se sont permis de traiter certains dirigeants africains de tous les noms d'oiseaux, ceci, pour le fait que ces derniers leur ont tout simplement dit la vérité.

Alpha Condé, président de la Guinée et président en exercice de l'UA, Akufo Ado le président Ghanéen, Alasane Ouatarra, le président Ivoirien, tous l'ont appris à leurs dépens. Leur crime de lèse majesté, c'est d'avoir dit à l'opposition togolaise de cesser de demander l'impossible, le départ de Faure Gnassingbé. Le président français à qui Tikpi Atchadam, président du PNP et membre du groupe des 14 a fait appel, estimant qu'il comptait sur son

intervention pour permettre de trouver la solution à la crise politique, a été envoyé se faire foutre.

« Emanuel Macron ne connaît pas les aspirations du peuple togolais », telles ont été les déclarations de Jean-Pierre Fabre, à la fin de l'une des marches du groupe des 14. Et pourtant le président français avait simplement fait une leçon de démocratie au groupe en lui demandant d'aller battre Faure Gnassingbé dans les urnes et non d'être dans la rue pour demander son départ, alors que celui-ci est investi d'un mandat qui n'a même pas encore pris fin.

Récemment, alors que la

communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) était à Abuja en réunion ordinaire, les chefs d'Etat ont appelé la classe politique togolaise à la table de discussion, rejetant l'idée d'une médiation sur laquelle semblait tabler l'opposition. Ces chefs d'Etat qui s'étaient inscrits dans la démarche entreprise par le gouvernement togolais qui avait envoyé une proposition de loi à l'Assemblée nationale limitant le mandat présidentiel à deux de cinq ans et le scrutin uninominal à deux tours, ont été vilipendés. Le même Jean-Pierre Fabre a déclaré ne plus faire confiance en la CEDEAO.

Autant de comportements irresponsables qui ont fait perdre au groupe des 14, toutes considérations au plan international.

Aujourd'hui, ce sont les togolais qui sont fatigués de ces marches sans fin et sans aucun résultat. La preuve a été faite hier avec peu de monde à la manifestation.

L'on ose croire que Fabre et ses acolytes prendront conscients de la situation et se raviser, et accepter aller à la table pour un dialogue franc et sincère entre togolais, car il n'est jamais trop tard de retrouver la raison.

LM

Dialogue politique

L'OPPOSITION ENTRE DIALOGUE ET DILATOIRE, UNE FAIBLESSE QUI NE DIT PAS SON NOM?

Annoncé tambour battant depuis début novembre, le dialogue entre acteurs politiques togolais pour une sortie de crise peine à voir le jour. Malgré les tractations des chefs d'Etats Guinéen et Ghanéen et les mesures d'apaisement du pouvoir de Lomé pour rassurer l'opposition, le G14 reste toujours dans le dilatoire et maintient l'économie du pays au ralenti avec des marches hebdomadaires.

A cinq jours de la fin d'année, le dialogue entre acteurs politiques togolais pour une sortie de crise que connaît le pays depuis bientôt 5 mois tarde à s'ouvrir. Et pourtant, ce dialogue est annoncé pour avoir lieu avant la fin d'année. Ceci en dépit des

mesures d'apaisement du gouvernement afin de rétablir un climat de confiance.

Après avoir clamé haut et fort qu'ils ne veulent pas de dialogue et que la seule issue était de chasser Faure Gnassingbé du pouvoir par la rue, et voyant cette idée irréalisable, les responsables du G14 acceptent de dialoguer en posant des préalables qu'ils croyaient impossible pour le pouvoir de satisfaire. Malheureusement pour eux, ils tombent dans le piège avec la satisfaction de ces préalables. Place donc aux préparatifs pour l'ouverture du dialogue. Sachant qu'ils sortiront perdant du dialogue comme en 2006, ils récuse un dialogue inclusif et tentent

d'instaurer un dictat, en voulant que seuls les membres du G14 et le pouvoir soient les parties prenantes du dialogue. Ils refusent les consultations pour l'ouverture du dialogue et restent dans une démarche infructueuse de la rue. Démarche qu'ils savent eux-mêmes non porteuse dans la mesure où en leur sein, les voix s'élèvent pour dénoncer ce caractère de la marche qui, en dehors de paralyser l'économie, n'a aucun effet sur le pouvoir.

Aujourd'hui, après avoir fait perdre inutilement du temps en tentant en vain d'imposer un dialogue exclusif refusant de voir les autres partis non membres du G14 aux discussions, ils

se disent ouverts au dialogue inclusif mais posent la question du médiateur comme la panacée pour tout dialogue et seule solution à la crise togolaise. L'opposition en occurrence le G14 serait-il en manque de stratégies ou d'éléments consistants pour se défendre ? Sinon, rien ne saurait justifier ce dilatoire auquel se livre ce groupe.

La seule chose qu'ils ont pu réussir depuis cinq mois c'est de fragiliser l'économie et de réduire les togolais dans la misère comme dans les années 90 et ils en sont fiers. Cette population au nom de laquelle ils disent lutter, n'arrive plus à joindre les deux bouts, car les activités économiques son paralysées. Et pourtant,

eux vivent dans l'opulence grâce aux cotisations de la diaspora.

De toute évidence, il semble clair qu'au sein de cette coalition, il n'existe pas vraiment de véritables stratèges qui soient capables de défendre les intérêts du groupe dans le cadre d'un dialogue afin d'obtenir du pouvoir l'essentiel pour le bien du peuple. Les résultats des discussions et dialogues passés récents en disent long. Dans ce cas, maintenir le dilatoire et le statu quo, leur serait la solution de continuer par se faire une santé financière avec les fonds collectés dans la diaspora.

JCB

Ahmadiyya du Togo LA 10ÈME JALSA SALANA TENUE À ATAKPAMÉ SOUS LE SIGNE DE L'AMOUR ET DU VIVRE ENSEMBLE

La 10e Jalsa Salana s'est tenue du 22 au 24 décembre dernier à Atakpamé. Placée sous le thème « *Amour pour tous, Haine pour personne* », cette 10ème conférence s'est tenue au Centre culturel d'Atakpamé a vu la présence effective du président national de la Jama'at u Togo Irfan Ahmad ZAFAR.

L'objectif, c'est de permettre aux membres de découvrir d'autres lieux, et cultiver l'amour et la paix entre membres.

C'est à travers une prière dite par le missionnaire Akarim Abdourahamane qui s'est inspiré du chapitre 3 verset 103 à 106 (Al Imran) que la conférence s'est ouverte.

« *O vous qui croyez, craignez Allah comme Il se doit être craint et ne laissez pas la mort vous frapper, si ce n'est quand vous êtes en état de soumission. Et crampez-vous ensemble à la corde d'Allah et ne soyez pas divisés et souvenez-vous de la grâce d'Allah qui vous est accordée quand vous étiez ennemis, et Il a réconcilié vos cœurs dans l'amour, de sorte que par Sa grâce vous êtes devenus frères. Et vous étiez au bord d'un gouffre de feu et Il vous a sauvés. C'est ainsi qu'Allah vous explique Ses commandements afin que vous soyez guidés. Et qu'il se trouve parmi vous un groupe qui appelle au bien, qui enjoigne la justice et interdit le mal. Et ce sont ceux qui prospéreront. Et ne soyez pas comme ceux qui se sont divisés et qui se sont disputés entre eux après avoir reçu des preuves manifestes de la vérité. Et c'est pour eux qu'un châtiment rigoureux a été prévu* », a-t-il laissé entendre.

Parlant de l'importance de la Jalsa Salana, c'est-à-dire, la conférence annuelle, le missionnaire Bolatito Wahide, a rappelé les paroles du prophète à l'endroit des fidèles musulmans.

« *Le Prophète nous a dit qu'au moins une fois dans l'année, les musulmans doivent se rassembler pour appeler Allah. Dieu descend Sa bénédiction sur ceux-là. Coran chapitre 58 versets 10 (Al Mujādilah)* », a-t-il indiqué. Il a par ailleurs prié pour la paix au Togo et particulièrement sur les premières autorités.



Irfan Ahmad Zafar, Président national de la Jama'at du Togo

S'agissant de l'importance des prières obligatoires, le missionnaire Sansamo Jamil, a indiqué que la prière est la relation entre l'homme et Dieu. C'est aussi la clé du paradis.

Il a pris l'exemple d'une rivière où l'on pourra se baigner 5 fois par jour. « *Est-ce que nous aurons une saleté sur notre corps* », s'est-il

voir autres œuvres accomplies. Donc faisons beaucoup d'efforts pour accomplir nos 5 prières quotidiennes. Mais ne pas s'arrêter là », a-t-il ajouté.

Auparavant, c'est le président national de la Jama'at du Togo, Irfan Ahmad ZAFAR qui a pris la parole pour saluer les autorités togolaises pour leur combat pour l'instauration de



interrogé avant de répondre par la négation. Pour lui, la prière est très importante car, c'est la nourriture de notre âme. « *Le jour du jugement, c'est de la manière dont nous avons effectué nos prières quotidiennes que nous aurons à répondre d'abord, avant de*

la paix.

Il a ensuite salué les participants et les a invités à œuvrer pour la paix où qu'ils se trouvent.

« *Chacun d'entre vous est ici avec un désir profond que le monde soit rempli d'amour, d'affection et d'amitié. Ce sont*



Une partie des hommes



Vue d'une partie des femmes participantes

de telles valeurs et de telles attitudes dont le monde a besoin et qu'il réclame. Pour cette raison, je sollicite chacun d'entre vous d'œuvrer pour la promotion de la paix à chaque fois que vous avez

nécessaire qu'au paravent.

« *Pour une meilleure diffusion de l'amour et de la compassion envers les créatures, il est très important que le monde reconnaisse son créateur (Dieu l'unique)* », a-t-il



Bolatito Wahide, missionnaire

l'opportunité et avec chacune des personnes que vous avez en contact... » a laissé entendre Irfan Ahmad ZAFAR. Pour lui, il est essentiel que pour rétablir la paix dans le monde, il faut que l'attention soit attirée sur les besoins d'établir des grands principes moraux de qualité dont la mise en place est criante et bien plus

lancé.

Après Notsè et Lomé la capitale, c'est Atakpamé qui a accueilli cette année la 10ème Jalsa Salana (conférence annuelle) dans le cadre de la décentralisation en vue de découvrir d'autres membres et d'autres régions.

La rédaction

jeuKDO TMONEY

**Utilisez TMoney
et Gagnez**
CHAQUE SEMAINE DE
SUPER CADEAUX

COMPOSEZ
***145#**
ET FAITES VOS
TRANSACTIONS



PLUS DE 830 LOTS À GAGNER...



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

